



Déclaration liminaire Formation Spécialisée n°12 du 15 octobre 2026

Sourde(s) oreille(s) à tous les étages

Depuis plusieurs semaines maintenant, lycéen·ne·s et étudiant·e·s bloquent, la plupart du temps pacifiquement, leurs établissements.

Joyeux et enthousiastes, ils manifestent bruyamment, réclament à cor et à cri des moyens pour étudier dignement.

Leurs revendications sont légitimes, ils sont l'avenir, nous devrions tous les entendre !

Au lieu de cela, les médias, dans leur grande majorité, résument le mouvement à des dégradations parfois réelles, mais qui restent marginales au regard de l'ampleur de la mobilisation de la jeunesse, la plus importante depuis plus de cinquante ans.

On traite cette jeunesse de façon méprisante, comme une masse écervelée manipulée par des partis politiques, incapable de réfléchir et de revendiquer par elle-même.

Le pouvoir la réprime avec un niveau de violence rarement atteint, éborgnant, mutilant et multipliant les interpellations : plus de 7000 à ce jour.

La procédure de garde à vue, dévoyée, est devenue un outil extra-judiciaire destiné à effrayer et décourager.

On assiste à des scènes choquantes, dignes d'un régime autoritaire, dans lesquelles des « voitures-béliers » de policiers foncent sur des foules d'adolescents.

Il s'agit pourtant en très grande majorité de mineurs manifestant, le plus souvent, pour la première fois.

Le gouvernement sourd à leurs demandes, pourtant élémentaires, ne se préoccupe que d'illusoire économies budgétaires.

Sa priorité étant de faire adopter ce budget scandaleux, quoi qu'il en coûte, même si cela passe par des concessions faites à l'extrême-droite, comme cette loi inique dite de « permis de tuer » de la Police.

Dans ce contexte d'interminable fin de règne macroniste, nous sommes également touchés, aux Finances Publiques, par cette rigueur forcenée.
Et pas plus que les jeunes, nous ne parvenons à nous faire entendre.

Ce n'est pas faute de multiplier les alertes dans ces instances prétendument dédiées au dialogue social, tant au niveau national que local.

Au niveau de la DRFIP Paris, l'état du dialogue social, si on peut encore l'appeler ainsi, est de plus en plus préoccupant.

Lors du CSAL du 5 octobre dernier, l'ensemble des organisations syndicales n'a eu d'autre choix que de quitter la salle.

À cette occasion, Solidaires Finances Publiques (SFP) a voulu exprimer sa profonde et légitime colère face à une administration qui multiplie les « artifices » de communication : « sondages » biaisés, enquêtes en ligne, observatoires, réunions inutiles et chronophages comme les désormais célèbres EDT...

Tout ceci afin de donner aux agents l'impression trompeuse que leur parole est prise en considération. Plus personne ne se laisse abuser par les artifices de cette communication.

Ces simulacres de « démocratie participative » font perdre un temps précieux à des collègues déjà largement « sous l'eau » en raison des suppressions d'emplois qui ne s'accompagnent par réellement d'une baisse des charges de travail.

Cette fausse concertation induit davantage de l'agacement et est souvent vécue comme une provocation.

Elle met d'abord en évidence la déconnexion entre les hautes sphères de Bercy et les collègues dans les services, qui, eux, mettent réellement les mains dans le cambouis.

Pour en revenir à ces fameux « espaces de discussion sur le travail » : c'est bien la catastrophe que nous craignons.

Ils constituent soit une perte de temps pure et simple, se transformant, dans le meilleur des cas, en moment de convivialité, soit ils tournent en règlements de comptes entre collègues ou avec la hiérarchie.

L'effet obtenu est à l'opposé de celui recherché « sur le papier ». Ces espaces de discussion génèrent davantage de stress, des conflits, des tensions supplémentaires, alors même qu'il s'agissait d'une mesure du plan anti-suicides.

Plan triennal rejeté, rappelons-le, par l'ensemble des organisations syndicales au plan tant national que local, malgré ce qu'a voulu faire croire la DRFIP dans un message récent que nous qualifierons, par courtoisie, de « maladroit ».

Ces tensions s'ajoutent à celles créées par la désorganisation des services consécutives aux déménagements, fusions et aux charges de travail qui deviennent tout simplement insoutenables.

Par exemple, la situation désastreuse du SIE 16e, sur laquelle nous avons interpellé la direction de nombreuses reprises ; aucune solution efficace n'a jamais été trouvée ni

même, probablement, recherchée. Nous avons pourtant averti de l'impossibilité de gérer un tel mastodonte, issu de la fusion précipitée de 4 SIE !

Là encore, nous n'avons pas été entendus.

Autre exemple déplorable, l'antenne de Vierzon et ses 30 000 avisirs non traités !

Les conséquences sont graves et multiples pour notre administration.

Des entreprises ne sont pas créées et ne peuvent déclarer ni payer leurs impôts. La DRFiP 75 devient un véritable paradis fiscal, avec des activités rendues « occultes ».

Faut-il revenir sur les milliers d'affaires en attente d'être affectées dans les SIE parisiens ?

Tout cet argent qui n'est pas dans les caisses de l'État par votre propre incurie aurait pourtant permis, par exemple, de recruter des professeurs pour les lycées ou obtenir des moyens pour les pompiers qui auraient été bien utiles l'été dernier.

Devant ce constat, nous nous joignons donc à la colère de nos camarades du CSAL et à leur conclusion : le dialogue social est fortement dégradé depuis l'arrivée de M. Garnier, et nos conditions de travail sont totalement déconsidérées.

Concernant les sujets à l'ordre du jour : là encore, votre surdité semble dominer les débats.

Passons sur les points techniques comme le point de situation sur le budget 2026 et les propositions de dépenses de dernière minute, qui répondent à des nécessités bien réelles.

Il en va de même sur le point sur la mise en place du Wifi dans les salles de réunions de la DRFIP sur laquelle nous aurons quelques questions, mais que nous estimons arriver bien tardivement. Il était temps !

En revanche, nous serons bien plus réservé·e·s concernant le projet de déménagement des services du site d'Argonne.

Nous n'avons eu de cesse de vous avertir des risques que fait courir cette décision aux personnels dont nous sommes les représentant·e·s, aux usagères et usagers, et au service public en général.

À notre sens, ce débat aurait mérité un vote.

Nous vous le répétons une nouvelle fois, le site de Paganini, car c'est de lui dont il est question pour l'essentiel, n'est pas en mesure d'accueillir dans des conditions satisfaisantes un tel volume d'agent·e·s supplémentaires.

Les espaces à la disposition des collègues seront fortement réduits.

Nous nous inquiétons également pour les sanitaires, en dépit de travaux d'adaptation faits-à-la-va-vite qui resteront inadaptés à la suroccupation à venir.

La question du restaurant administratif, déjà saturé avant même l'arrivée des nouveaux agents du 12^e et du 19^e laisse présager de lourdes difficultés, dans un quartier par ailleurs assez peu équipé en petits commerces.

Que dire encore des trois ascenseurs, dont au moins un est cycliquement indisponible, pour un site qui devra à terme accueillir environ 800 agents, sans compter les stagiaires qui viendront saturer les espaces.

Enfin, la gestion des files d'attente des usagères et usagers s'annonce chaotique.

Il ne serait pas surprenant de voir ressurgir les incidents que connaissent les Trésoreries Amendes, avant qu'on ne résolve le problème en les fermant.

D'autant plus que certain·e·s des redevables d'amendes, voyant l'espace qui leur était autrefois réservé, pourront légitimement penser que la Trésorerie a rouvert, ajoutant ainsi la confusion au chaos.

En tout cas, nous vous aurons avertis sur ce point, comme pour le cas similaire de Tolbiac, des dangers que vos décisions font courir à la santé et aux conditions de travail de nos collègues dont, est-il besoin de le rappeler, vous êtes, Monsieur le Président, pénalement responsable.

Nous reviendrons plus en détails sur les différents points de l'ordre du jour au cours de la journée.

Enfin, pour terminer cette liminaire, nous voulions avoir une pensée pour notre collègue AFIPA des services informatiques de Noisy, qui s'est donné la mort sur son lieu de travail la semaine dernière.

Ce nouveau drame, un de plus, doit nous interpeller toutes et tous sur la situation catastrophique de la DGFIP, que nous ne cessons de dénoncer.
Le manque de moyens devenu critique nous fait craindre malheureusement d'autres drames tels que celui-ci.

Nous nous garderons bien de tirer des conclusions hâtives par respect pour ce collègue, bien que la concomitance avec les récentes cyberattaques nous interroge.

Nous serons donc attentifs aux conclusions des enquêtes qui ont été ouvertes.

Merci de nous avoir écoutés à défaut de nous avoir entendus.